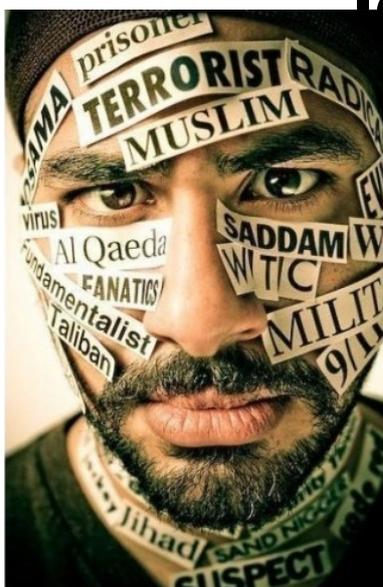


<http://divergences.be/spip.php?article3007>

Revue libertaire internationale en ligne  
**Divergences**  
Nous sommes définis par les lignes que nous décidons de traverser ou d'accepter comme frontières

# Quelques considérations sur la récente mode raciale (et la Marche de la dignité et contre le racisme)



générales 2006 - 2022 - Islamophobie, racisme, antisémitisme etc -  
Date de mise en ligne : mardi 22 novembre 2016

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

**Publié sur Non-fides.le vendredi 25 mars 2016 et là ,**

**A partir d' extrait de la brochure Nos « révolutionnaires » sont des gens pieux, De la complaisance envers la religion et les théories de la race dans les milieux radicaux, Ravage Editions, janvier 2016.]**

### **Contre le racisme ou pour les races ?**

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L288xH385/bajin2-6d5eb.jpg>

Le 31 octobre 2015 a eu lieu, à Paris, la « Marche de la dignité et contre le racisme ». Cette marche a été une espèce de vitrine (et à servi à mesurer les capacités de mobilisation) de la galaxie raciaiste [1] qui sévit, depuis quelques temps et de façon plus visible, dans le champ politique/associatif français. Le comptage est vite fait : pas plus de 3500 personnes, tandis que les organisateurs en espéraient plusieurs dizaines de milliers. Signe que les prolétaires issus de l'immigration non-européenne, auxquels ces groupuscules d'universitaires et de militants associatifs voudraient s'adresser, se foutent de cette tentative de récupération politique et refusent de fait de servir de main d'œuvre (heureusement).

Cette marche aurait soi-disant été appelée par le MAFED, un collectif de femmes « racisées » (c'est à dire issues de l'immigration non-européenne - et de ce seul fait victimes des discriminations racistes autoproclamées par principe, sans aucune prise en compte de leurs positions sociales [2]), dont la porte-parole est Amal Bentounsi. Il n'y a plus besoin de démontrer que ce collectif est une structure fantoche et que cette marche a été appelée publiquement à l'occasion du dixième anniversaire du Parti des Indigènes de la République, en mai dernier [3]. Elle aurait voulu être (sans pourtant y parvenir) le tapis rouge déroulé aux idées raciaistes au sein de l'extrême gauche, de la galaxie associative et même de toute aire à prétention « radicale ».

### **Mais qu'est ce c'est que cette nouvelle mode, le « raciaisme » ?**

Les raciaistes, ces récupérateurs de gauche du racisme, veulent, tout comme les racistes tout court, insérer les individus avec leurs unicités dans des cases : les races. Ces cases raciales sont censées découper l'ensemble de l'humanité selon des critères anthropomorphiques ou culturels. Mais qui établit les critères, parmi les innombrables qui me différencient d'autrui, m'en rapprochent suffisamment pour dire qu'on appartient à une même « race », « nation » ou culture ? La couleur de ma peau, de mes cheveux, de mes yeux ? Une des langues que je parle (tout en sachant que je pourrais en apprendre plein d'autres) ? Un bout de papier qu'un quelconque État a voulu ou pas me donner ?

Le raciaisme est en effet le frère jumeau du racisme, mais avec le signe de valeur inversé. Je subis le racisme à cause de mon aspect physique ou autre ? À quoi bon lutter contre le racisme en affirmant quelques simples vérités, comme le fait que les races n'existent pas, mais sont des inventions tellement utiles aux différents pouvoirs pour garder la main sur les exploités ? Mieux vaut, nous disent certains intellectuels relativistes qui croient vivre dans les ghettos des États-Unis de l'après-guerre, accepter ces discours immonde, affirmer la séparation des uns des autres selon des lignes raciales. Il suffit juste, pour se différencier du Ku Klux Klan, de maintenir que « black is beautiful » tout en reprenant le fond de leur concept de « suprématisme blanc » (vous pouvez remplacer le classique américain « blanc » par n'importe quelle identité, plus ou moins réelle, plus ou moins fantasmée et le jeu est fait !) ou, encore mieux, de demander des flics issus des minorités, des patrons « racisés », des juges communautaires (quant aux «

religions des opprimées » il y en a déjà pas mal !).

Le P.I.R. et sa porte-parole, Houria Bouteldja, salariée de l'Institut du Monde Arabe, ont à maintes reprises montré de quel côté ils se placent. Racialisme, antisémitisme, misogynie et homophobie sont monnaie courante dans les discours de ceux qui voudraient se présenter comme les porte-paroles des couches populaires issues de l'immigration non européenne.

Le P.I.R. se situe complètement dans un champ sémantique et conceptuel basé sur le concept de « race ». Ils rassemblent sous le terme de « traître » Christine Taubira et Rachida Dati. Les deux ont en commun principalement le fait d'être des politiciennes et d'être ou d'avoir été garde des Sceaux, ce qui devrait les rendre particulièrement haïssables, notamment si, comme certains collectifs ayant participé à la marche du 31 octobre, ont voulu protester contre l'impunité policière. Mais pourquoi « traîtres » ? « Traîtres » de quoi ? Elles n'ont trahi personne : elles appartiennent à la classe dominante (à deux clans politiques concurrents de cette même classe dominante) et leur rôle Place Vendôme est (a été) d'enfermer des personnes issues, pour la plupart, des exploités. Elles sont deux ennemies pour ceux-ci, point barre. Eh, bien, pour nos racistes, elle seraient des « traîtres » à leurs « races » respectives !

Elles auraient rejoint « les blancs » (tous confondus, racistes et dominants) contre les « racisés » Noirs/Arabes/musulmans. Il n'y pas, dans cette vision manichéenne, de responsabilité individuelle et l'existence même de classes sociales est niée ou sciemment ignorée, remplacées par les races (ou « races sociales »). Ainsi, le « prolétariat blanc » (et là ce qui compte pour eux n'est pas le premier terme, mais bien le deuxième) dans son ensemble est responsable, pour Sadri Khiari, le théoricien du P.I.R., de la montée en puissance du Front National dans les années 1980. Il parle à ce propos d'une « résistance populaire blanche » aux tentatives d'émancipation des « postcolonisés » [4] (notamment à la « Marche pour l'égalité et contre le racisme » de 1983). Dans cette pseudo-analyse, le seul trait commun d'être « blancs » rendrait toute une grosse partie de la population coupable de connivence avec le FN et, plus en général, de porter des positions de « dominants » sur les « indigènes ». Là aussi il y a une arnaque sémantique qui joue sur le concept de « luttes des races sociales », qu'Houria Bouteldja utilise aussi, entre autre, dans son allocution pour les dix ans du P.I.R. Mais reprenons les mots de Khiari : « La question qui nous importe exclusivement est celle-ci : qu'est-ce qui spécifie la relation sociale qui produit et oppose, dans le même temps, des groupes sociaux hiérarchisés qui se pensent et s'opposent comme races, délimitées par des différences imaginées et réifiées ? À travers quelles logiques sociales, quelles confrontations politiques, l'illusion des races dénoncée par les antiracistes recouvre-t-elle une réalité sociale tout à fait concrète, la lutte des races sociales ? » [5]. Khiari évacue ici d'emblée la question de la non existence des races humaines et de l'origine réactionnaire de la théorie des races. Il nous dit que les races sont là parce que des groupes sociaux se pensent en ces termes... Quelle finesse ! Et les groupes de hooligans des différentes équipes de foot, qui eux aussi sont des « groupes sociaux qui se pensent et s'opposent par des différences imaginées et réifiées », on les utilise aussi pour comprendre le monde parce que « ils luttent » ?

Khiari et consorts s'approprient le concept de race en l'hybridant avec celui de lutte sociale, mais en faisant cela le résultat est de cautionner la théorie de la race tout en collant dessus des caractéristiques sociales qui ont comme but de la rendre acceptable par l'extrême gauche. En plus, cette catégorie de « race sociale » est assez floue pour y faire entrer tout ce qu'on veut. Regardons ce que le P.I.R. appelle « indigènes » : « Noirs, Arabes et musulmans » [6]. Entrent ici en jeu une catégorie basée sur un aspect physique et sur une supposée appartenance culturelle et religieuse. Le seul point commun à ces trois catégories déjà absolument foireuses en elles-mêmes serait l'opposition au « pouvoir raciste » qu'on identifie non pas à un rapport social, mais d'emblée aux « blancs », et le tour est joué !

Une marche pour quoi faire, donc ? Pour se présenter comme « le nouveau visage de l'antiracisme », comme ils le disent. La volonté évidente du pot-pourri composé de groupuscules et d'associations appelant à la marche du 31 octobre est en effet celle de s'approprier la légitimité morale du combat contre le racisme. Un combat qui, au delà des tentatives de récupération politicienne, a été jusqu'ici mené par des révolutionnaires et par les intéressés eux-mêmes, comme les feux de novembre 2005 ou ceux de Venissieux dans ces lointaines années 81 et 83 nous le

montrent très bien. Une simple tentative de racket politique aux issues complètement réformistes, donc, auquel la gauche nous a depuis longtemps habitués ?

Mais cette marche est peut-être aussi une tentative de fédérer du monde autour du P.I.R., pour lui donner une « vraie » existence de parti politique, à des fins électorales ou de lobbying. Ils ne se contenteraient plus du « bruit médiatique » qu'ont toujours suscité leurs prises de positions merdiques ? Suivant l'air du temps (une forte attention médiatique, ainsi qu'au sein de l'extrême gauche et de la galaxie libertaire, pour l' « islamophobie ») le P.I.R. cherche-il à faire un grand coup ?

### **Il y a certainement tout cela, mais pas que.**

Le P.I.R., qui s'agite beaucoup ces derniers temps, reste un groupuscule d'universitaires. Ce qui est pourtant extrêmement dangereux est la possibilité que les idées raciales et ségrégationnistes qu'ils véhiculent, et qui sont partagées par toute une galaxie d'associations communautaires et religieuses (cautionnées de fait par tous ceux qui étaient à la marche du 31 octobre), se répandent jusqu'à être acceptées comme normales, jusqu'à faire partie du sens commun. Certes, je veux croire que la grosse majorité des personnes qui ont marché ce jour là étaient mues par une sincère volonté de critiquer le racisme (pour ce qui est de lutter, c'est autre chose). Mais ce qui pose problème est qu'ils ont répondu présent à une marche appelée, elle, par le P.I.R. et la galaxie raciale/théocompatible. Ils sont les idiots utiles de la récupération de l'antiracisme par une bande de réactionnaires. Les bons sentiments antiracistes n'excusent pas le fait de ne pas se poser des questions, surtout si on considère le fait que ces questions ont été soulevées publiquement avant cette marche [7].

Cette mode raciale croise en effet d'autres tendances dangereuses présentes aujourd'hui dans l'extrême-gauche. Un aspect qui est passé un petit peu en sourdine dans cette marche (mais pas pendant les meetings de préparation, comme celui du 9 octobre à la Bourse du travail de Saint-Denis) est la lutte tant à la mode contre l' « islamophobie ». En sourdine, mais pourtant bien présent dans le fond. Un des premiers signataires de l'appel à la marche est Tariq Ramadan, le prédicateur islamiste proche des Frères musulmans, connu pour son double discours (« modéré » face à un public « occidental », fondamentaliste face à un public musulman). Et si pour le P.I.R. l' « islamophobie » est un cheval de bataille important, on retrouve parmi les signataires de l'appel à la marche aussi Ismahne Chouder, de Participation et Spiritualité Musulmane [8] ou le rappeur-prédicateur Medine [9]. Le 13 octobre, le Front Uni de l'Immigration et des Quartiers Populaires du sociologue Said Bouamama [10] (déjà du P.I.R.) a organisé à Ivry-sur-Seine, avec une association de roms et une association locale, une rencontre-débat au titre : « Islamophobie, Romophobie, Négrophobie... face à ces racismes qui nous divisent, « reprenons l'initiative ». Or, déjà c'est précisément eux, les raciaux, qui font la séparation entre différents types de racismes, à partir de l'identité présumée des victimes, tandis que l'approche antiraciste « universaliste » condamne tout racisme envers quiconque et sur quelconque base. Mais passons. A qui ont pensé les organisateurs, pour parler d' « islamophobie » ? Mais à un imam bien sûr (Mohamed Bajrafil, le cureton « de gauche » local, très ambitieux et très médiatisé). Logique, non ? Si on condamne comme « islamophobe » la critique de la religion musulmane, pourquoi ne pas la défendre à côté d'un imam ?

On se retrouve encore, ici, devant cette mystification conceptuelle qu'est le concept d'islamophobie. Il s'agit d'un court circuit entre race et religion : l'assignation de tout un pan d'individus, en fonction de leur origine ou de leur apparence physique, à la catégorie des « musulmans », permet de faire taire toute critique de l'islam, parce que celle-ci ne rentrerait plus dans la critique des religions, mais directement dans le domaine du racisme. Cet « antiracisme des imbéciles » [11] qu'est la « lutte contre l'islamophobie » est en réalité, comme le dit bien Claude Guillon, une attaque contre les athées, contre la possibilité de dire haut et fort une vérité banale : « dieu » n'existe pas, ceux qui croient en lui se trompent, et leur croyance parfois sincère (et souvent inoffensive) est utilisée à des fins de pouvoir qui touchent tout le monde, athées compris.

Est-ce que cet entrisme discret de l'islam politique a posé problème à quelqu'un parmi ceux qui ont participé (ou même appelé) à la marche du 31 octobre ? Apparemment non. Alternative Libertaire se limite à écrire que «

l'immixtion de la religion dans un mouvement social n'est pas notre tasse de thé », pour se justifier tout de suite face à ses copains identitaires en ajoutant que celle-ci « n'est compréhensible ici que par une volonté de défier la stigmatisation dont souffre la minorité musulmane dans les médias et dans la classe politique française. » [12] Voilà comment se voiler la face devant le retour de la religion, avec l'excuse bidon de refuser la stigmatisation d'une minorité. Voilà comment des « libertaires » du XXIème siècle, jettent à l'eau (pardon, dans une tasse de thé) toute critique de la religion, partie fondamentale de l'histoire des mouvements révolutionnaires et de la critique émancipatrice !

### Les pièges de l'identitarisme et du relativisme

Dans un article du 28 octobre 2008 de la revue L'Indigène de la République [13] a propos de la création du Parti, Sadri Khiari écrit : « Le PIR devra donc être à la fois un parti d'individus et un parti de communautés. Il s'organisera de façon à pouvoir traduire à la fois l'unité de conditions, d'intérêts et d'aspirations de l'ensemble des indigènes, et la diversité des parcours historiques, des modes d'insertion dans la société française, des cultures et des croyances, des différentes communautés indigènes. Un Noir, un Antillais, un Arabe, un musulman, sont tous traités comme des indigènes mais ils ont aussi des histoires propres, des spiritualités particulières, des exigences spécifiques, qui devront s'exprimer également dans la politique du PIR. En tant que parti décolonial, le PIR se devra, par exemple, d'être un espace qui permette à sa composante musulmane d'affirmer son islamité, de penser et d'exprimer sa politique à travers l'islam, comme à sa composante noire d'exprimer sa condition historique propre. » Un « parti des communautés », donc, qui veut, entre autre, tenter une récupération de l'identitarisme religieux. Ou bien s'agirait-il d'une voie ouverte (de façon assez détournée et « masquée ») à l'islam politique ? Un élément qui va dans ce sens pourrait être le rôle discret de Tariq Ramadan, en tant que référence intellectuelle du P.I.R. : qu'on pense au discours d'introduction d'Houria Bouteldja lors des 10 ans du P.I.R., où elle lui rend hommage en l'insérant parmi les exemple des « résistances des races sociales » [14].

Et toujours la rhétorique tribale des « frères et sœurs » si typique du P.I.R. ainsi que de plein d'autres racialisistes ou philo-religieux. Une fraternité qui a des bases communautaires et cache toute différence de classe et toute domination interne à la dite communauté, pour focaliser l'attention seulement sur les formes de domination qui lui sont externes. Ce discours a donc des bases communautaires, soit « culturalistes » [15], soit religieuses, soit nationales, soit raciales – le plus souvent il s'agit d'un mélange de plusieurs de ces critères. N'oublions pas qu'il s'agit de critères dont l'individu est un porteur passif, qui l'enferment dans la conservation de l'existant et qui s'opposent à toute tentative d'émancipation.

On a pu voir une vidéo de la marche dans laquelle Sandra, du Collectif Afroféministe Mwasi [16], affirmait sans sourciller que le communautarisme lui « va très bien », et revendiquait un « communautarisme non-blanc », vu que, selon elle, « il y a un communautarisme blanc » [17]. Rien de nouveau dans cette galaxie là. Le terme de « communauté » est fréquemment utilisé par le P.I.R., et l'existence d'un communautarisme noir/arabe/musulman, lorsqu'elle est reconnue, est présentée comme une simple réaction au « communautarisme blanc dominant » [18]. Le communautarisme que les racialisistes portent serait donc justifié à leurs yeux par un besoin de défense.

Le P.I.R. se veut un parti « décolonial » où l'on se pose la question d'une éventuelle place pour les « blancs ». Déjà en décembre 2007 Khiari proposait « [...] la construction de notre propre organisation politique, à nous indigènes, Noirs, Arabes et musulmans, en réfléchissant sérieusement à quelle place donner éventuellement aux Blancs pour qu'ils n'y soient pas, d'une manière directe ou indirecte, hégémoniques. » [19] Mais le 8 mai 2015, pour les dix ans du P.I.R., Bouteldja va plus loin. « Dans les races sociales, il y a le pire et le meilleur. [...] Ce sont les impasses du système racial qui poussent les victimes à offrir des fleurs, à faire des listes d'invention ou qui crée [sic] des Mohamed Merah, des Coulibaly et des Kouachi ». Comme quoi, les responsables des massacres (motivés par l'islam radical, faut-il encore le rappeler ?) seraient leurs victimes, en tant que propriété du « système racial ». Puis, à l'aide d'une citation de James Baldwin, Bouteldja fait planer l'évocation d'une vengeance inévitable contre « l'intransigence et l'ignorance du monde blanc » [20]. Ce qui est implicite là-dedans est un appel à la guerre civile

suivant des lignes « raciales » et communautaires, une « proposition » qui trouvera l'adhésion enthousiaste de cette partie de l'extrême droite qui vise à un « choc de civilisations » (comme les néo-conservateurs américains, étroitement liés à l'intégrisme protestant) .

Le P.I.R. et ses comparses raciales affectent une certaine virulence à l'égard de la gauche institutionnelle, du moins envers le PS (en fait ils ne dédaignent pas le soutien, électoralement intéressé, du Front de Gauche et celui, sans faille, du NPA) et ses appareils antiracistes, comme SOS Racisme. Cela pourrait tromper quelques naïfs. Il ne s'agit pourtant pas, pour eux, d'opposer une démarche révolutionnaire au réformisme gestionnaire du PS (ou d'opposer une vision antipolitique au clivage traditionnel droite/gauche).

Le P.I.R. critique âprement ce qu'ils appellent la « gauche blanche », pourtant ses membres sont presque tous issus des partis de gauche et de l'extrême gauche (PCF, NPA) ou du milieu des associations ancrées elle aussi à gauche. Quand ils attaquent cette « gauche blanche » ce n'est pas pour la remplacer avec une gauche « non-blanche » ou « décoloniale », mais avec des formes communautaires d'agrégation politique, dans lesquelles la question fondamentale serait celle de la frontière entre l'intérieur et l'extérieur de la communauté, entre inclus et exclus. En cela les thèses du P.I.R. sont le miroir d'une certaine extrême-droite « identitaire » (Front National, Bloc Identitaire, Zemmour, De Villiers, etc.). Cela va jusqu'à justifier une forme de racisme « de retour », que Khiari voit comme une forme de « résistance ». Mais que penser d'un tel « antiracisme » ? « On ne peut évidemment identifier dans une même catégorie la haine raciale du dominant à l'encontre du dominé et la haine raciale du dominé à l'encontre du dominant. Toutes deux sont produites par le même système raciste mais l'une en est un agent raciste tandis que l'autre constitue une réaction voire une forme de résistance au système raciste. L'une est armée, l'autre est désarmée. » [21] Sur le caractère « désarmé » de cette forme de haine, qu'on me permette, en cette deuxième partie du mois de novembre 2015, de douter. Quant au fait que la « haine raciale du dominé à l'encontre du dominant » soit une simple réaction à celle subie, on est là devant un raccourci conceptuel qui d'un côté voudrait justifier certaines formes de racisme, de l'autre évacue toutes les autres raisons du conflit social (politiques, économiques).

Le P.I.R. prétend se situer en dehors du clivage politique traditionnel droite/gauche, qu'ils appellent « champ politique blanc ». C'est le principal théoricien du P.I.R., Sadri Khiari, qui écrit : « Le champ politique blanc, comme espace réservé aux blancs, ne se constitue pas par la seule exclusion explicite des non-Blancs. D'autres logiques, plus complexes, fonctionnent indépendamment même de la volonté des 'acteurs', à travers de multiples modalités de contrôle, de fixations de limites et de refoulement à la marge des non-Blancs. Le champ politique blanc n'est plus cerné de murailles légales qui le protègent de l'intrusion du non-Blanc. Il inclut, en son propre sein, une infinité de frontières invisibles que seule une petite minorité d' 'élus', soigneusement sélectionnés par quelque divinité blanche, traverse. Le champ politique blanc est un labyrinthe où le non-Blanc se perd. Le champ politique blanc bannit le non-Blanc en lui suggérant qu'il n'a vraiment rien à y faire. Cette relégation hors du champ politique est subie, vécue et voulue tout à la fois. Elle est l'expression de l'extériorité où sont maintenus les non-Blancs, confinés à une situation d'exil intérieur permanent. » [22] Ce passage, qui se veut « profond », n'explique rien du tout. Quelles sont les « logiques plus complexes », quelles sont les « multiples modalités de contrôle, de fixations de limites et de refoulement à la marge » qui excluent les « non-Blanc » du « champ politique blanc » ? Et comment est défini ce « champ politique » ? Et, chose la plus grave, l'auteur cache sciemment les autres éléments qui entrent en jeu dans la sélection de l'élite politique (les ressources économiques, l'entourage familial et social, le parcours d'études, les liens avec les groupes politiques et bureaucratiques déjà existants), qui jouent un rôle bien plus important que le fait de pouvoir être catégorisé comme ayant telle ou telle couleur de peau ou « appartenir » à telle ou telle communauté.

Le président américain Obama est-il au pouvoir parce que « blanc » ou parce que socialement favorisé ? Un ouvrier « blanc » de l'automobile à Detroit peut-il être l'opresseur du président, à cause de leur « appartenance raciale » respective ? Ou bien nos racistes devraient approfondir un peu plus leurs analyses ?

Cependant, ce que ces racistes proposent comme alternative à la politique institutionnelle est tout simplement une politique communautaire, qui remplacerait le système des partis de droite et de gauche avec une forme de marché

régi par la libre concurrence des identités communautaires, qui se partageraient des secteurs de pouvoir. Ce qui résulte en une parcellisation du pouvoir dans les mains des leaderships des différentes communautés. Une conception féodale du pouvoir, à des années lumière de distance d'une quelconque volonté révolutionnaire ou même basiquement émancipatrice.

La croyance dans la division de l'humanité en races, la nécessité de s'associer entre-soi pour lutter contre la forme spécifique de racisme qu'on subi (dans le meilleur des cas en s'alliant avec d'autres qui luttent aussi contre leur forme spécifique de racisme subi, toujours en donnant du grain à moudre à une démarche raciste) est une façon réactionnaire et extrêmement dangereuse de traiter le problème du racisme.

Ce discours raciale, loin de remettre en question le racisme, s'attaque à des formes particulières du racisme, se focalisant sur « les racismes » au pluriel, et considère que le problème n'est pas le racisme en tant que tel, mais qu'il s'agit de la somme de tout un tas de « racismes » particuliers. En gros, les pourfendeurs du racialisme font le même discours que l'extrême droite, mais en renversant l'échelle des valeurs « raciales ». Parfois ils vont jusqu'à utiliser d'autres formes de racisme (l'antisémitisme [23], ou la propagation de la haine envers ceux qu'ils appellent « blancs »). La raison de cela est vite dite : nos raciales sont tout aussi réactionnaires que les racistes de l'extrême droite « classique ».

Figurer des identités individuelles, souvent mobiles, dans des catégories telles que les nations, les « races », les « cultures » est une méthode privilégiée du pouvoir (étatique, économique, religieux, moral).

Le racisme est un outil de séparation (et de hiérarchisation) des individus. Il part des différences physiques, nationales ou culturelles qui sont subrepticement considérées comme fondamentales, dans le sens où elles seraient foncièrement constitutives des individus. Ces différences sont en réalité fictives (dans le sens où elles s'entremêlent avec tant d'autres jusqu'à devenir minimales). Des différences fictives, donc, mais qui produisent des effets réels : le racisme. Cela a comme but de canaliser sous la forme de violences inter-ethniques (et de fidélités communautaires) les poussées subversives qui pourraient secouer la société. Se définir à partir de ces catégories du pouvoir revient à les légitimer. Ainsi, nous devons arrêter de nous penser, et de penser les autres, en termes de « races », de nationalités, d'appartenances « culturelles ».

Arrêtons de participer à la production de ces effets en arrêtant de reproduire le concept malsain de « race ». Ce n'est rien de plus qu'une lubie sortie des esprits de quelques réactionnaires des siècles passés. Mais cette démarche est plus facile quand il s'agit du racisme subi : personne n'accepte d'être considéré comme inférieur en raison de son apparence physique ou de son « appartenance » culturelle. Pourtant, il est nécessaire aussi d'arrêter de produire le frère jumeau du racisme qu'est le racialisme, cette forme de racisme assumée et revendiquée en tant qu'identité.

Ce que les raciales demandent n'est pas l'égalité qu'ils clament à tour de bras. Ou bien il s'agit d'une égalité non pas pour les individus réels, qui ne sont pas « noirs », « rroms » ou « musulmans », mais qui ont des histoires, des origines, des vécus, des situations et des désirs qui ne peuvent pas être enfermés dans de telles cases sans en être mutilés. Ce que les raciales veulent est plus de pouvoir pour les différentes communautés, plus précisément pour les différents leaders communautaires. Le problème est simplement l'ajustement des poids relatifs des différents rackets communautaires au sein de la société. Rien à voir avec la liberté, ni même avec l'égalité.

L'égalité ne peut pas être la mise à niveau par le bas des différentes identités communautaires ou des différentes catégories (toujours trop étroites pour contenir nos réalités ainsi que nos rêves). Elle se trouve dans la reconnaissance de l'irréductibilité des individus à des schémas prédéfinis. L'égalité entre des individus peut exister seulement en tant que possibilité égale pour chacun d'être pleinement libre, d'être ce qu'il veut, pas de devoir s'uniformiser selon des normes, qu'elles soient majoritaires ou même minoritaires dans une société donnée. Peu importe le degré de « majorité » ou de « minorité » de la catégorie qu'on voudrait me coller : elle sera toujours une entrave à ma liberté.

On peut trouver quelques racines de cette mode théorique racialisiste dans les concepts de « point de vue situé » (qui voudrait critiquer l' « universalisme », jugé comme forcément « occidental » et donc « colonial »), de « convergence des luttes » partielles et plus généralement dans le relativisme au rabais que nous refourgue le postmodernisme. Fini les grandes narrations idéologiques (mais pas la société du capital et de l'État, n'est-ce pas ?), fini l'universalisme (sauf quand il se présente avec les attributs d'une religion, non ?), libre cours aux identités opprimées (qui n'oppriment pas à leur tour, n'est-ce pas ?) et leurs revendications « décoloniales » (dont l'État est bien content de négocier la satisfaction, payée au prix de la paix sociale et de l'obéissance via les leaders communautaires respectifs). On nous vend tout universalisme comme le produit moisi de l'Occident colonial, et on voudrait lui opposer un patchwork d'identités (la plupart du temps tout à fait artificielles) absolument inoffensives pour le pouvoir et désireuses de s'intégrer dans la société telle qu'elle est, avec juste quelques touches de « diversité » en plus. Ce relativisme est récupérable d'emblée, n'ayant aucune visée subversive : il est simplement la version « de gauche » (et « molle ») du libéralisme.

On abandonne donc le concept de racisme, pour faire attention aux racismes au pluriel, maintenant que chaque victime a le droit à son quart d'heure d'attention et au particularisme de son malheur. Mais ce-faisant, on se cantonne à des larmes victimistes, au lieu de porter des positions de subversion de cette société. La liste des racismes au pluriel se rallonge de jour en jour, de la negrophobie à la rommophobie (et l'insertion d'arnaques conceptuelles comme l' « islamophobie »). Faut-il rappeler que bien avant l'invention de ces formules d'intellos, des personnes en chair et os ont subi le racisme tout court, et se sont battues pour l'égalité et non pour la reconnaissance d'un quelconque statut communautaire de victime ? Ce morcellement du problème porte à un morcellement des revendications. Chacun « lutte » contre l'oppression particulière qu'il subit, parfois en réussissant à « converger » avec d'autres, mais sans viser un point commun, la fin de tout racisme, par exemple.

Celles et ceux qui seraient, par des critères racialisistes, « nos frères et sœurs » sont toujours bons, tout patrons ou imams qu'ils soient (et quant aux « sœurs » elles se doivent d'être soumises). Ceux qui sont extérieurs à la communauté sont de ce fait des adversaires ou des ennemis (même si ce sont des prolétaires, mais attention, c'est des « blancs », donc automatiquement des dominants !). Dans le meilleur des cas, celui d'une « convergence » des intérêts respectifs à deux ou plusieurs communautés, celles-ci deviennent alliées (temporaires, le temps que d'autres intérêts les opposent). Et les quelques rebelles qui refusent de se laisser embrigader, ceux et celles pour lesquels toute communauté est trop étroite, sont sommés de rentrer dans le rang ou de disparaître.

On nous avait déjà fait le coup avec le nationalisme des opprimés (Pays Basque, Palestine, Vietnam, etc.) opposé au nationalisme des oppresseurs (mais y en a t il vraiment un autre ?). Gommant ainsi les divisions sociales au sein des "nations" basques, palestiniennes ou vietnamiennes, un gommage bien pratique pour les bourgeoisies nationalistes basques, palestiniennes ou vietnamiennes, parmi tant d'autres exemples. Les concepts de « religion des opprimés », de « nation des opprimés » ou encore de « police/justice/État/pouvoir des opprimés » produisent tous les mêmes effets : l'évacuation des problématiques sociales au profit de problématiques idéologiques interclassistes. Il n'y a qu'à regarder sur quoi ont débouché toutes les luttes de libérations nationales (du sionisme à la question kurde) : à la création ou à la réappropriation d'outils de pouvoir et de domination d'opprimés (futurs ou anciens oppresseurs) contre des oppresseurs (futurs ou anciens opprimés).

Comme disait l'autre, je ne me bat pas que pour ma propre liberté – aussi pour la tienne. Je ne lutte pas à ta place, cependant : ce que je fais c'est pour moi, parce que la liberté des autres augmente la mienne. La notion de « racismes » et les « luttes » qui vont avec, n'amènent, dans le meilleur des cas, qu' à élargir le supermarché des droits par des rayons « ethniques ». La tant à la mode « convergence des luttes » n'est rien de plus que la somme des récupérations possibles des petits lopins que chaque catégorie de victime cultive avec tant d'amour – et tant de myopie. Ainsi, plein de collectif naissent ces dernières années (et on a pu en voir nombreux le 31 octobre) pour demander vérité et justice pour un tel ou un tel, assassinés par la police. Une telle idéologie de la victimisation finit inexorablement par une demande de prise en charge par la seule instance « universaliste » qui reste : le pouvoir étatique (les religions ayant de nos jours un peu de mal à le concurrencer, en tout cas dans ce coin-ci du monde). C'est à un des appareils de l'État (la justice), qu'on demande de corriger les bavures d'un autre (la police)...Un peu naïf, non ?

Mais, sans oublier les cas particuliers de meurtres policiers, on n'a pas besoin de tels collectifs pour savoir que la police fait son sale travail et que la seule solution est d'en finir avec la police et ses patrons. On ne veut pas la justice pour un tel ou un tel, on ne veut pas l'égalité des droits, on veut la révolution, la fin du livre comptable des droits et des devoirs, des revendications de chapelles, célestes comme terrestres et des carrières de porte-paroles de la misère !

### La révolte ou la récupération ?

Depuis sa fondation, le Parti des Indigènes de la République joue la provocation, l'imposture et la récupération. Issu du Mouvement des Indigènes de la République (qui s'est constitué, lui, en 2005 à la suite de l' « Appel pour les assises de l'anticolonialisme postcolonial »), le P.I.R. a été fondé lors du 25ème anniversaire de la « Marche pour l'égalité et contre le racisme ». Lors d'un meeting de commémoration de celle-ci, en décembre 2008, Houria Bouteldja parle du P.I.R. en récupérant des figures aussi opposées que l'anarchiste athée Louise Michel et le cheikh Yassine, triste fondateur du Hamas, branche des Frères musulmans dans la région, et commanditaire d'opérations militaires visant des civils israéliens... [24]

Parfois la récupération est explicite et assumée. Ainsi Sihame Assabague, du MAFED, dans un tweet du 3 novembre [25] parle de « braquage politique et médiatique de l'antiracisme » pour la marche du 31 octobre. D'ailleurs, elle aurait voulu se poser dans la continuité des émeutes de novembre 2005 et de la Marche de 83 (qui, elle, était déjà aussi une récupération politique faite par le PS des émeutes du début des années 80, en particulier dans la banlieue lyonnaise [26]).

De même Pierre Tevanian, philosophe agrégé, signataire de l'Appel des Indigènes en 2005 et prolifique animateur du site post-moderniste intello « Les mots sont importants », essaye de donner une interprétation pro-religieuse (ou du moins non anti-religieuse) de la pensée de Marx [27] (et Engels, Lénine, Trotsky et Rosa Luxembourg). Un chercheur sérieux a pourtant démontré, textes à l'appui, que Tevanian trafique de façon éhontée les passages de Marx qu'il cite (omissions, utilisation de plusieurs traductions selon leur « adaptabilité » à ses fins...) pour lui faire dire le contraire de ce que Marx voulait dire. Mais Tevanian se préoccupe peu de rigueur interprétative, son but est de qualifier de « bêtes et méchants » les athées et anticléricaux qui dénoncent l'aliénation religieuse, le tout pour, noblesse oblige, dédouaner l'islam de toute critique. Par contre, le choix d'une femme de porter le voile est défini dans son livre comme une question « tellement intime », qui « forge le caractère » de la femme et démontre qu'elle « n'est soumise à personne d'autre »... Quelle mauvaise foi ! Et, encore une fois, la mauvaise conscience de certains intellectuels de gauche leur fait troquer une pensée émancipatrice, dont Marx faisait partie -nonobstant ses penchants autoritaires- contre un peu de visibilité face aux croyants de la « religion des opprimés »...

Lors de l'anniversaire du P.I.R. le 8 mai 2015, ainsi que lors de la marche du 31 octobre, la référence aux émeutes de 2005 (et autres) est constante. Il y a Noredine Iznasni, présenté par les maoïstes [28] qui ont publié son intervention comme un « ex-émeutier ». Cela est peut-être vrai, dommage qu'ils oublient de le qualifier aussi d' « ex porte-parole de José Bové lors de la campagne présidentielle de 2007 » ou de « conseiller municipal à Nanterre ». À part rouler des mécaniques, Iznasni salue la démarche du MAFED et pourfend le militantisme sur internet (lui, il préfère les bancs du conseil communal).

Dans la même démarche récupératrice et parcellisatrice, la Brigade Anti-Nérophobie, collectif qui lutte contre le racisme... quand ils s'attaque aux noirs... était présente devant le tribunal de Bobigny le 18 mai 2015, lors du rendu du procès pour les flics qui ont causé la mort de Zyed et Bouna le 27 octobre 2005. Mais il y a 10 ans, au moment de la mort des deux ados, il n'y pas eu de rassemblements, ni des marches, ni des comités pour demander « vérité et justice » à ce même État qui les a tué. Il y a dix ans il y a eu la révolte. Une révolte qui posait clairement la ligne de partage : ce n'était pas la couleur de la peau, l'appartenance culturelle ou religieuse supposée, mais le choix du camp. Il y avait des « noirs », des « arabes » et des musulmans parmi les flics et parmi les pacificateurs, tout comme

parmi les émeutiers. Il y avait des personnes mues par la rage et la volonté d'en découdre avec ce monde d'exploitation, et, sous les lacrymos, il aurait été inutile de poser des questions si stupides que celles de l'appartenance « raciale », nationale ou religieuse. Lors de moments de révolte, c'est la détermination individuelle qui compte, la capacité d'identifier l'ennemi et la volonté de le frapper aussi dans ses moyens plus sournois, tel tout le carcan identitaire qu'on voudrait nous coller sur la tête.

Au contraire, le 31 octobre, on a vu une manifestation complètement pacifiée dans ses formes comme dans ses perspectives. Une manifestation comme on en voit habituellement chez les syndicalistes, en somme, sans aucune volonté révolutionnaire, mais bel et bien pour quémander des droits à un État qui n'est pas un ennemi, mais la contrepartie reconnue d'un dialogue politique. Une marche pour condamner de façon tout à fait morale (larmoyante, réformiste et interclassiste) le racisme, mais à côté des tenants d'une forme sournoise de racialisme et de ségrégationnisme.

Enfin, la « Marche de la dignité et contre le racisme » s'est terminée par les politiciennes en herbe qui l'ont appelée, chantant en cœur sur la tribune la chanson « Banlieusards », aux côtés de Kery James : « J'ai envie d'être plus direct, il est temps qu'on fasse de l'oseille / C'que la France ne nous donne pas on va lui prendre / J'veux pas brûler des voitures, mais en construire, puis en vendre ». Explicite. Ça a dû plaire aux citoyennistes de « Pas sans nous » [29]. Racialistes, communautaristes, islamistes, le tout à la sauce républicaine-patronale : voilà pour les gauchistes qui ont tenu à démontrer leur antiracisme (et le mépris de soi tant à la mode) en traînant leurs savates derrière le P.I.R. et ses acolytes !

La lutte du P.I.R. et consorts serait « une volonté de transformer le monde pour s'y sentir bien » [30]. Une volonté bien de ce monde qui en plus, on parie, finira dans les urnes !

La lutte contre le racisme n'a de sens que si elle s'insère dans une tension plus vaste, qui vise à subvertir cette société dans son ensemble, pas à la raccommoier en forme de patchwork de communautés sans toucher au fond.

Détruisons cette société, détruisons aussi les communautés et les religions qui voudraient la maintenir ou la remplacer !

### **Il n'y pas de races, seulement des racistes !**

Il n'y a pas de religions des opprimés, seulement des religions qui oppriment !  
Cassandre, 22 novembre 2015

**[Extrait de la brochure Nos « révolutionnaires » sont des gens pieux. De la complaisance envers la religion et les théories de la race dans les milieux radicaux, Ravage Editions, janvier 2016.](#)**

### Notes

[1] Je pense qu'on peut appeler « racialistes » les groupes et penseurs qui veulent remettre à l'ordre du jour et utiliser à des fins politiques la « théorie des races », c'est à dire l'idée (qui remonte au moins au XVIIIe siècle) que les êtres humains se déclinent en races différentes. La nouveauté, par rapport au vieux racisme « biologique » (qui se base principalement sur le phénotype de chaque être humain), est qu'ils appuient plus sur un « différentialisme » culturel. Ces partisans du racialisme politique portent en effet l'hypothèse de l'irréductibilité et de l'incompatibilité de certaines spécificités culturelles, nationales, religieuses typiques des différents groupes humains, qui seraient donc destinés à rester séparés par des barrières étanches. (Cf. : <http://inter.culturel.free.fr/www/spip.php?article7=> )

Même si ces personnes sont issues de l'extrême gauche, il partagent donc là la même base conceptuelle que les racistes d'extrême droite. Pas étonnant donc, que leurs discours aient des relents carrément racistes et réactionnaires.

[2] Quelques exemples : profs et chercheuses à la fac, comme l'historienne Françoise Vergès (issue de la puissante famille mandarinale qui pendant deux générations a géré La Réunion pour le compte du PCF), figures publiques comme Amal Bentounsi, jokers féminins du fondamentalisme islamique comme Ishmane Chouder (du sinistre mouvement religieux Participation et Spiritualité Musulmane et que la commission Droits des Femmes de Sud Éducation Créteil ne se gêne pas pour inviter à ses stages de formation, comme pour le stage « Féminisme, anti sexisme et questions de genre » en février 2015) ou encore la chercheuse et « féministe musulmane » Hanane Karimi (qui écrit des textes pour le Centre de recherche sur la législation islamique et l'éthique, dirigé par Tariq Ramadan).

[3] Comme ils le disaient dans l'appel pour l'anniversaire. Voir ici.

[4] Sadri Khiari, La contre-révolution coloniale en France. De De Gaulle à Sarkozy, La Fabrique, janvier 2009 ; p. 186 et 188.

[5] Ibid ; p. 21.

[6] Un exemple parmi plein d'autres : « Notre priorité : unir les Noirs, les Arabes et les musulmans », dans « Face au pouvoir raciste qui oppose les Noirs et les Arabes, construisons l'unité de tous les anticolonialistes ! », rubrique « Mieux nous comprendre », sur le site du P.I.R.

[7] Voir par exemple la « Lettre ouverte à ceux qui pensent que participer à la Marche-de-la-dignité-contre-le-racisme-avec-le-soutien-d'Angela-Davis n'est pas un problème » ou « Nique la "race", parmi bien d'autres.

[8] Filiale française du mouvement marocain religieux-politique Al Adl Wal Ihsane (Justice et Bienfaisance). PSM a appelé à participer à la « Manif Pour Tous » de 24 mars et 26 mai 2013 et a participé à l'université d'été 2013 de l'association antiavortement Alliance Vita. Au Maroc, Al Adl Wal Ihsane, a part participé à enterrer les poussées de révolte de 2011, a fait tuer des opposants d'extrême gauche.

[9] Une longue histoire que celle entre Médine et le P.I.R. Le rappeur a chanté au meeting-concert du 10 décembre 2012, avec lequel le P.I.R. voulait déjà mettre sa mainmise sur l'héritage de la « Marche » de 83 (dont c'était le 25ème anniversaire). De Médine on conseille la vidéo « Don't Laïk ». On y remarquera la propagande religieuse explicite et l'insertion « discrète » des livres du suprématiste noir Kemi Seba.

[10] Les mêmes qui ont organisé à Lille, le 20 juin 2013, une conférence sur les « guerres impérialistes » avec le très ambigu Michel Collon, conspirationniste et proche des milieux négationnistes.

[11] Comme décrit dans le bon texte de Claude Guillon « Et « dieu » créa l' « islamophobie ».

[12] « Ce qu'annonce le succès de la Marche de la dignité ».

[13] Sadri Khiari « Le PIR : un parti de communautés et d'individus », dans L'Indigène de la République n°13 (octobre 2008), p. 10.

[14] H. Bouteldja, « Qu'advient-il de toute cette beauté », Discours d'ouverture du 10ème anniversaire du P.I.R..

[15] Comme si une « culture » donnée pouvait être définie une fois pour toutes, comme si elle n'était pas en constant mouvement, et dans laquelle le choix individuel (en accepter ou pas certains éléments, les transmettre ou pas, ou encore les modifier et adapter, etc.) a un rôle très important.

[16] Collectif qui se qualifie comme « intersectionnel » et « insurrectionnel » (du moins ce sont les mots d'ordre qu'elles arboraient sur leur banderole). On attend de voir quelle est leur démarche insurrectionnelle...

[17] Ces propos ont été confiés à un journaliste... d'extrême droite, pendant la Marche. Cf.

<https://www.youtube.com/watch?v=1rCBLKt8AmM>

[18] Sadri Khiari, « Pour une politique de la racaille, immigré-e-s, indigènes et jeunes de banlieue », Textuel, avril 2006, p. 117.

[19] Sadri Khiari, discours du 14 décembre 2007.

[20] H. Bouteldja, « Qu'advient-il de toute cette beauté », cit.

[21] Sadri Khiari, Pour une politique de la racaille, immigré-e-s, indigènes et jeunes de banlieue, cit. ; p. 92-93.

[22] Ibid. ; p. 55-56.

– [23] Même Alternative Libertaire, dans son compte-rendu (très positif) de la marche du 31 octobre, a dû admettre que « les invectives antisémites [...] ont jailli, sporadiquement, sur le passage de la banderole d'un nouveau collectif, Juives et Juifs révolutionnaires (JJR) ». Cf. « Ce qu'annonce le succès de la Marche de la dignité ».

[24] « Le cheikh Yassine est un anticolonialiste qui a lutté contre le colonialisme israélien. Tous les anticolonialistes sont les bienvenus » H. Bouteldja, lors de la marche du 8 mai 2008.

– [25] Ici. Sihame Assbague, du collectif « Stop le contrôle au faciès » et du MAFED, participe au site internet « Contre-attaques, pour en finir avec l'islamophobie ». Déjà collaboratrice d'une mairie d'arrondissement, puis prof de français, elle s'est fait connaître à la télé le 2 octobre 2014, en taquinant Alain Juppé, à qui elle reproche d'être un « homme blanc de plus de soixante ans »... n'ayant probablement aucune autre critique à porter à l'ancien Premier ministre de Chirac et maire de Bordeaux

– [- 26] Cf. « Minguettes blues », Os Cangaceiros, n°1, janvier 1985.

– [27] Pierre Tevanian, La haine de la religion, comment l'athéisme est devenu l'opium du peuple de gauche, La Découverte, 2013. Une présentation par l'auteur ici. Une critique de ce texte ici d'où je prends les citations du livre de Tevanian. Une excellente mise au point sur la mauvaise foi avec laquelle Tevanian « cite » Marx ici.

– [28] Sur le blog Quartiers Libres.

– [29] « Pas sans nous » est une coordinations d'associations citoyennistes « des quartiers populaires ». Elle se veut « Force de propositions auprès des pouvoirs publics » (et aussi « contre-pouvoir », rien que ça !), « Porte-voix des habitants et des acteurs » (Cf. la page « missions » sur leur site web)... en somme du syndicalisme revendiqué en tant que tel, qui, comme tout syndicalisme, essaye de gratter un peu de thune et des places dans les mairies pour ses représentants.

– [30] H. Bouteldja, « Qu'advient-il de toute cette beauté », cit.

o